

Jean-Claude Marcourt a l'avenir de la RTBF entre ses mains

CONTRAT DE GESTION PS et CDH n'ont pas réussi à s'entendre

► Les groupes politiques du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont présenté leurs recommandations en vue de l'élaboration du nouveau contrat de gestion de la RTBF. ► L'ambiance était électrique.

C'était dans l'air, c'est devenu officiel. Les différents groupes politiques du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un projet commun de recommandations à destination du ministre des Médias, Jean-Claude Marcourt (PS). Ils ont présenté séparément leurs conclusions en vue de l'élaboration du contrat de gestion de la RTBF, lors d'une séance pour le moins agitée.

Alors qu'on s'attendait à une lecture cérémoniale des différentes visions, parti par parti, Christos Doulkeridis (Ecolo) a demandé la parole pour exprimer sa préoccupation, précisément suite à l'absence de recommandations communes. « *Cela donne une carte blanche assez redoutable au ministre des Médias. La situation est étonnante et préjudiciable pour le contrat de gestion.* »

Le ministre absent

Rares sont ceux qui partageaient son étonnement dans l'assemblée. Il est habituel que les avis de la majorité et de l'opposition sur l'avenir de la RTBF divergent. La différence, c'est

que cette fois, même la majorité PS-CDH n'a pas pu s'entendre.

L'intervention de Doulkeridis a semblé agacer de nombreux députés. Tout en regrettant l'absence d'accord, Christiane Vienne, la cheffe de groupe socialiste au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles lui a répliqué que beaucoup d'énergie avait été dépensée à essayer d'obtenir des positions communes et que c'est Ecolo qui avait quitté la table des discussions en premier.

Le MR, également dans l'opposition, a souligné que l'absence de conclusion commune était « *un blanc-seing donné au ministre Marcourt pour organiser la RTBF exactement comme il lui plaît* ». « *Cette situation est due à un enchaînement de faits qui se sont déroulés pendant un an* (le changement de majorité en Région wallonne NDLR.). *C'est un peu tard pour s'en émouvoir* », a lancé Françoise Bertieaux.

Soit. On pensait ensuite écouter le détail des propositions que *Le Soir* avait déjà publiées dans les grandes lignes (lire notre édition du 10 janvier) mais le MR en a décidé autrement. Olivier Maroy s'est indigné de l'absence du ministre Marcourt en commission : « *Cela me choque profondément. C'est un mépris pour le Parlement, un très mauvais signal. Je le prends comme un affront* ».

« *On n'est pas au café du commerce, a renchéri sa collègue Françoise Bertieaux. On sait ce que les autres groupes vont présenter. On a discuté ensemble. On est ici pour que le ministre écoute les recommandations.* » C'est sous les quolibets, dans une atmosphère de cour de récréation

que les députés MR ont finalement décidé de quitter l'assemblée.

Les élèves de sixième primaire de l'école Saint-Joseph de Seraing qui visitaient le Parlement ce jour-là sont arrivés un poil trop tard. Pas de chance. Ils auront entendu la longue liste des priorités du PS (innovation, accessibilité, accroissement de la diversité dans et en dehors de l'antenne ou encore le bien-être au travail) avant de filer, sans avoir compris grand-chose.

Le jeune public est pourtant au cœur des priorités de tous les partis. L'un des points clés du futur contrat de gestion consistera à déterminer comment la RTBF peut continuer à garder un lien avec ceux qui connaissent YouTube ou Netflix et se passent très bien de télécommande. « *La mutation des modes de consommations impacte le modèle économique des médias, a souligné Véronique Salvi pour le CDH. Cela menace l'audience et la viabilité des services audiovisuels traditionnels. Il faudra anticiper, s'adapter et innover pour conserver une télévision de service public.* »

Les enfants n'auront pas non plus vu Jean-Claude Marcourt arriver en commission. Son porte-parole a précisé qu'il n'avait aucune obligation d'assister à la présentation des recommandations, contrairement à ce qu'affirmait le MR. Sa présence a permis le retour des bleus et la fin du tour de table.

Le prochain rendez-vous est fixé au 31 janvier. Le rapport final sera voté lors de la séance plénière et les négociations entre Jean-Claude Marcourt et la RTBF pourront commencer. ■

MAXIME BIERMÉ

PUBLICITÉ**Le MR réclame un audit**

Lors des auditions qui ont précédé l'élaboration des recommandations pour le nouveau contrat de gestion de la RTBF, plusieurs concurrents du service public (la régie IP, les éditeurs de presse et les télévisions locales) l'ont accusé de brader les prix de ses publicités.

Piqué au vif, Jean-Paul Philippot, le patron de la RTBF, avait assuré que c'était faux et pouvait le démontrer, ce qu'il n'a jamais fait.

Le MR a décidé de profiter de l'occasion pour demander au gouvernement de lancer un audit exhaustif de l'organisation du marché publicitaire dans l'espace de la Fédération Wallonie-Bruxelles. « *Nous ne sommes pas un tribunal mais il faut clore ce débat avant de pouvoir autoriser la RTBF à augmenter la publicité* », a expliqué le libéral Fabian Culot.

M.BMÉ